

BUFFOTOT, Patrice (sous la direction de). *L'Europe de la défense : Les débats politiques sur la défense en Europe (1987-1989)*. Éditions Européennes Érasme, La Garenne-Colombes, 1990, 304 p.

André Dumoulin

Volume 22, numéro 4, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702947ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702947ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (1991). Compte rendu de [BUFFOTOT, Patrice (sous la direction de). *L'Europe de la défense : Les débats politiques sur la défense en Europe (1987-1989)*. Éditions Européennes Érasme, La Garenne-Colombes, 1990, 304 p.] *Études internationales*, 22(4), 885–887. <https://doi.org/10.7202/702947ar>

chtchev en 1964.

Brejnev et Kossyguine rescindèrent plusieurs des décisions de leur prédécesseur mais non celles concernant les nationalités. Il est clair que les deux adhéraient à sa politique d'assimilation. En 1966, ils allèrent même plus loin que lui en restreignant le droit des républiques dans le domaine de l'éducation. Malgré l'affirmation grandissante de leur diversité nationale chez tous les peuples, y compris les Russes, et les malaises qui surgissaient de partout, Brejnev feignait de ne pas voir le problème et réaffirma, lors du discours marquant le cinquantième anniversaire de l'Union soviétique, que la question nationale avait été complètement et définitivement résolue.

Sous Andropov et Tchernenko, le même discours prêchant l'unité des peuples de l'Union et la louange du «grand peuple russe» se continua, en même temps qu'augmentait la répression des dissidents nationaux qui déconçaient les violations de la Charte d'Helsinki.

Près du tiers de l'ouvrage, soit quelque 120 pages, est consacré à la période de Gorbatchev. Les auteurs y analysent longuement les réactions de ce dernier aux multiples manifestations de nationalisme qui ont éclaté aussi bien dans le Caucase que dans la Baltique, en Ukraine qu'en Asie soviétique. L'incompréhension de Gorbatchev du problème national, on pourrait dire son incompétence devant cet important défi, est illustrée par ses discours et ses réactions, en septembre 1989, lors du plénum du Comité central sur cette question, plénum qui fut à peu près inutile.

En conclusion de leur étude qui se termine en décembre 1989, Swoboda et Nahaylo énoncent quatre scénarios possibles dans l'évolution de l'Union soviétique au cours des années '90: l'éclatement graduel de l'empire, la création d'une sorte de confédération aux liens très relâchés, une vraie fédération sur le modèle de la Yougoslavie ou enfin, la restauration d'un empire russe autoritaire. À la lumière des changements récents effectués par Gorbatchev dans son entourage et de son désir de restaurer l'autorité dans un pays qui s'enfonce de plus en plus dans le chaos, il est à craindre que le processus de démocratisation soit sacrifié et la solution de la question nationale retardée. Les auteurs pour leur part sont convaincus qu'une véritable démocratisation est incompatible avec le maintien de l'empire. Une chose est certaine, la politique de répression des aspirations nationales vers laquelle semble s'orienter le régime actuel ne fera pas disparaître le problème qui est beaucoup plus ancien que le régime soviétique lui-même et pourrait bien lui survivre.

Gérard BEAULIEU

*Faculté des Arts
Université de Moncton, N.B. Canada*

EUROPE DE L'OUEST

BUFFOTOT, Patrice (sous la direction de). *L'Europe de la défense: Les débats politiques sur la défense en Europe (1987-1989)*. Éditions Européennes Érasme, La Garenne-Colombes, 1990, 304 p.

Ouvrage collectif publié dans la collection «recherches de politique comparée» de l'Institut de politique internationale et européenne de l'Université Paris x – Nanterre dont est issue la remarquable étude «*Social-démocratie et défense en Europe*», «*L'Europe de la défense*» consacre également ses analyses à la politique comparée des forces politiques transnationales.

Rédigé par des spécialistes universitaires des pays concernés, ce livre présente les politiques nationales de défense des pays membres des communautés européennes – à l'exception du Luxembourg –, poursuit avec le débat politico-militaire qui s'est établi dans quelques pays neutres (Suisse, Suède, Finlande) et dans les capitales est-européennes pour terminer par la présentation des débats au sein même des instituts européens comme l'UEO, la CEE, ou le Conseil de l'Europe. Limité dans le temps entre 1987 et 1989, «*L'Europe de la défense*» est remarquablement structuré, alliant à la fois l'analyse interne et la présentation pointue des éléments factuels avec, pour chaque pays étudié, une présentation des principaux responsables politiques et militaires du moment.

Quelques tendances transcendent d'une certaine manière la politique des États en ces domaines, même si cette étude collective indique combien sont diversifiées et éclatées les politiques nationales de défense en Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Aussi retrouve-t-on dans la plupart des pays une volonté de réduire les budgets consacrés à la défense annonçant des politiques de restructuration des appareils militaires plus ou moins con-

séquentes. Parfois, les puissances moyennes à capacité nucléaire tentent de faire illusion par des mesures dilatoires en étalant ou en réduisant les commandes.

Reste que pour ces pays, l'ambiance de la détente et du désarmement ne favorise pas l'émergence d'une identité européenne sur la sécurité; d'autant plus que des intérêts sont divergents face aux multiples cadres organisationnels disposés en poupée gigogne. Quant à la coopération industrielle à caractère militaire, elle semble inéluctable dans un marché rétréci, mais pose invariablement le problème des États qui se font imposer des matériels à partir desquels ils devront bricoler une stratégie, alors que le processus inverse serait plus judicieux et plus responsable.

Chaque auteur a eu le mérite de circonscrire avec justesse les grandes tendances nationales en matière de défense. En Belgique, où la nature des coalitions gouvernementales a une influence déterminante sur la politique de sécurité. Au Danemark, où les gouvernements minoritaires ont dû résoudre la problématique des zones dénucléarisées et la question du Groenland. En Espagne, avec la nécessité de construire une politique nouvelle à même de démonter la structure militaire léguée par le franquisme tout en l'intégrant dans l'Europe de la défense et la sécurité régionale.

Dans le cas de la Grande-Bretagne traitée par David Hanley et de la France étudiée par Patrice Buffotot, l'évolution politique en Union soviétique et le retrait des euromissiles auront cassé bien des certitudes, et

occasionné bien des débats sur la politique nucléaire. Avec la «renationalisation» de la politique étrangère et de défense grecque, avec l'importance du référendum sur l'Acte unique en Irlande ou la réorientation vers le Sud en Italie, «*L'Europe de la Défense*» parcourt ainsi bien des aspects politiques, militaires et économiques de la sécurité avec un esprit de synthèse remarquable.

Nous retiendrons également l'analyse de Jean-Pierre Maury sur le débat au sein des institutions européennes qui pose clairement le problème du courant neutraliste, du courant atlantiste et des intérêts nationaux face à une institutionnalisation de la défense européenne.

Assurément, ce livre qui est l'actualisation de l'«*Annuaire européen de défense*» (1988) apporte les éléments de compréhension aux positions politiques prises par les capitales sur les questions de défense et de sécurité. En cela, il peut aider les décideurs à chercher la voie par la coopération européenne.

André DUMOULIN,

Attaché de recherche
au GRIP (Bruxelles)

DREYFUS, François-Georges. *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, PUF, Coll. «Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes», 1991, 624 p.

L'histoire allemande n'est pas faite de ruptures mais de continuité. Telle est la problématique qu'expose, en s'appuyant sur une documentation

imposante, François-Georges Dreyfus dans «*L'Allemagne contemporaine 1815-1990*». Chaque épisode, notamment le national-socialisme dont on a longtemps souligné la spécificité pour en réduire peut-être la portée, est héritier de courants et d'idées qui agitent la société allemande dès le début du XIX^{ème} siècle. Le nazisme ne peut être conçu comme un accident de l'histoire. Il symbolise l'impérialisme allemand qui dominera la scène politique et diplomatique de Guillaume II à Hitler en passant par Stresemann. L'auteur dénonce ainsi les idées fausses. La politique de Weimar n'a été ni pacifique ni européenne. Hitler a mis en œuvre ce que les nationalistes de Weimar avaient préparé. Ils sont d'autant plus virulents que le traité de Versailles exacerbe les passions et d'autant plus critiques que la République est incapable de régler les crises auxquelles elle est confrontée.

Le nationalisme allemand n'apparaît que tardivement. Il n'en domine pas moins le XIX^{ème} siècle, parce qu'il apparaît comme progressiste et libérateur. L'idée nationale se cristallise d'abord sur le plan économique autour du tarif douanier unique, le Zollverein dont les principes sont lancés par Frederic List et autour de l'instauration d'un réseau dense de communications. La bourgeoisie qui incarne le mieux l'idée nationale, développe «l'esprit kruppian», inspiré par la pensée protestante. L'engouement scientifique touche l'intelligentsia allemande. L'essor économique, plus rapide après 1870, est finalement le fruit d'une coopération entre l'État et les entreprises. L'État participe activement au processus de concentration, à l'organisation des Konzerns et au